

PricewaterhouseCoopers Audit
Les Docks – Atrium 10.1
10 place de la Joliette
13002 Marseille

Deloitte & Associés
Les Docks – Atrium 10.4
10 Place de la Joliette
13002 Marseille

AVENIR TELECOM
Les Rizeries
208 boulevard de Plombières
13581 Marseille Cedex 20

**Rapport des Commissaires aux Comptes,
établi en application de l'article L. 225-235
du Code de commerce, sur le rapport
du Président du Conseil d'Administration
de la société AVENIR TELECOM**

(Exercice clos le 31 mars 2017)

PricewaterhouseCoopers Audit
Les Docks – Atrium 10.1
10 place de la Joliette
13002 Marseille

Deloitte & Associés
Les Docks – Atrium 10.4
10 Place de la Joliette
13002 Marseille

Aux Actionnaires
AVENIR TELECOM
Les Rizeries
208 boulevard de Plombières
13581 Marseille Cedex 20

**Rapport des Commissaires aux Comptes,
établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le
rapport du Président du Conseil d'Administration de la société AVENIR
TELECOM**

(Exercice clos le 31 mars 2017)

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société AVENIR TELECOM et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2017.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Vincent Thyssen

Deloitte & Associés

Vincent Gros